

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autres pays d'expression française .....	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger .....	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

**Prix du Numéro par porteur ou par Poste :**

Togo, France et autres pays d'expression française ..... 100 frs

Etranger : Port en sus

**ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS**

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo  
B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

La ligne ..... 80 frs

Minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum ..... 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

**CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME**

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

1988

- 2 mai — Loi n° 86-3 autorisant la ratification de l'accord portant création de l'organisation inter-africaine du café (O.I.A.C.), tel qu'amendé à Addis-Abéba le 30 décembre 1983. .... 452
- 23 mai — Loi n° 88-5 relative au contentieux des infractions au contrôle des changes. .... 452

#### ARRETES ET DECISIONS

##### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1988

- 6 juil. — Arrêté n° 59/INT portant suspension de conseillers municipaux de préfecture. .... 456

1988

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

- 9 juin — Décision n° 456/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du centre africain et mauricien de perfectionnement des cadres (C.A.M.P.C.) .... 456

- 9 juin — Décision n° 457/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit à la direction de l'enseignement technique. .... 458
- 9 juin — Décision n° 458/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). .... 456
- 9 juin — Décision n° 459/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du receveur de l'enregistrement des domaines du timbre. .... 458
- 9 juin — Décision n° 472/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du conseil régional pour l'éducation et l'alphabétisation en Afrique (C.R.E.A.A.)... 456
- 10 juin — Décision n° 477/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au « fonds des Nations-Unies pour le développement industriel (FNUDI) ». .... 456
- 10 juin — Décision n° 478/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du Programme ONCHOCERCOSE. .... 457
- 10 juin — Décision n° 479/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme. .... 457
- 10 juin — Décision n° 480/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). 457
- 10 juin — Décision n° 481/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la régie nationale des eaux du Togo. .... 457
- 20 juin — Décision n° 517/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications. .... 458
- 20 juin — Décision n° 521/MEF/FCS accordant une subvention au budget de fonctionnement de l'école nationale d'administration (ENA). .... 459
- 20 juin — Décision n° 523/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée (IAMSEA). 457
- 20 juin — Décision n° 524/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget du secrétariat général du groupe des Etats ACP. .... 457
- 20 juin — Décision n° 525/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'institut Africain (I.C.A.) .... 458
- 29 juin — Décision n° 532/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique. .... 458

29 juin — Décision n° 533/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'académie diplomatique internationale (A.D.I.)	458
29 juin — Décision n° 534/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au budget de l'organisation mondiale du tourisme (OMT)	458
29 juin — Décision n° 535/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministre des affaires étrangères et de la coopération.	458
29 juin — Décision n° 536/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au profit du ministre du travail et de la fonction publique.	458

#### MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

1988	
7 juil. — Décision n° 100/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet de développement rural de Notsé (PDRN).	459
7 juil. — Décision n° 101/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.	459
13 juil. — Décision n° 108/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit de l'office des postes et télécommunications du Togo.	459
13 juil. — Décision n° 109/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du Collège Saint Joseph.	459
13 juil. — Décision n° 110/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du compte n° 22 des FAT.	459
13 juil. — Décision n° 111/MPM/DGPD/DFCEP portant autorisation de virement d'une somme au profit du projet du CHU-CAMPUS.	460

#### DIVERS

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1988	
9 juin — Arrêté n° 275/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Gueffe ZARATOU, ép. YERIMA.	460
9 juin — Arrêté n° 276/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu TCHAKPIDÉ Assirou.	460
9 juin — Arrêté n° 277/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu SIZING Tchamdja.	460
9 juin — Arrêté n° 278/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. AHEBLA Ata Ohinée.	461
9 juin — Arrêté n° 279/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KORODOWOU Akamanga.	461
9 juin — Arrêté n° 280/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOMBATE Mapaloukoua.	461
9 juin — Arrêté n° 281/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LAWSON Boe-Amino Tévi.	461
9 juin — Arrêté n° 282/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Baragou Bakoulakpama.	462
9 juin — Arrêté n° 284/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Kocovi Tey Essi Massan, épouse Kouvahey.	462
9 juin — Arrêté n° 285/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. BRENNER Kouakou (Charles).	462
9 juin — Arrêté n° 286/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. SABI Motawè Alidou.	462
20 juin — Arrêté n° 297/MEF/CR portant dérogation individuelle	465
20 juin — Arrêté n° 300/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KPELENGA Lokadi Sourou.	463
20 juin — Arrêté n° 301/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KPEGBA Kodjo Vinyo.	463
20 juin — Arrêté n° 302/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOFFI Kouévi.	463
20 juin — Arrêté n° 303/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. KOUÉVI Akouété.	464
20 juin — Arrêté n° 304/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LABDIEDO Koumbodja.	464

20 juin — Arrêté n° 305/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KPODAR André.	464
20 juin — Arrêté n° 306/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. LAGBEMA Gambila.	464
20 juin — Arrêté n° 307/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. DEGBOTSE-GOE Kofi Aménavé.	465
20 juin — Arrêté n° 308/MEF/CR portant concession d'une pension à l'ayant-cause de feu EKLOU VOSSAH Afanyon.	465
Arrêté portant approbation de rôles.	465
Arrêté portant homologation de Barèmes.	467

#### PARTIE NON OFFICIELLE

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage).	467
Avis de Pertes de Titres Fonciers	473
Récépissé de déclaration d'association	473

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

#### LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

#### LOIS

**LOI N° 88-03 du 2 mai 1988, autorisant la ratification de l'accord portant création de l'Organisation Inter-africaine du Café (O I A C), tel qu'amendé à Addis-Abéba le 30 décembre 1983.**

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,  
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :*

Article premier — Est autorisée la ratification de l'accord portant création de l'Organisation Inter-Africaine du Café (O I A C), tel qu'amendé à Addis-Abéba le 30 décembre 1983.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 02 mai 1988  
Général Gnassingbé EYADEMA

**LOI N° 88-05 du 26 mai 1988, relative au contentieux des infractions au contrôle des changes.**

*L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,  
Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :*

#### Chapitre I — Dispositions générales

Article premier — Est considérée comme infraction au contrôle des changes toute violation de la législation et de la réglementation des relations financières avec l'étranger, commise soit en ne respectant pas les obliga-

tions de déclaration ou de rapatriement, soit en n'observant pas les procédures prescrites ou les formalités exigées, soit en ne se munissant pas des autorisations requises ou en ne satisfaisant pas aux conditions dont ces autorisations sont assorties.

Art. 2 — Les dispositions de la présente loi sont applicables sous les distinctions prévues ci-après :

- aux infractions au contrôle des changes de la République togolaise
- aux infractions au contrôle des changes établi par un autre Etat membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine dans le respect de ses engagements internationaux.

Art. 3 — Le contentieux des infractions visées à l'article 2 est soumis aux mêmes dispositions législatives et réglementaires que le contentieux des infractions douanières, sous réserve des dispositions de la présente loi.

## Chapitre II — Des infractions au contrôle des changes national

### Section 1 — De la constatation des infractions

Art. 4 — Les agents ci-après désignés sont habilités à constater les infractions au contrôle des changes :

- 1° — Les agents des douanes ;
- 2° — Les autres agents du ministère de l'économie et des finances désignés par le ministre et assermentés ;
- 3° — Les officiers de police judiciaire.

Les procès-verbaux de constatation sont transmis au ministère de l'économie et des finances.

Art. 5 — Les agents visés à l'article précédent sont habilités, pour la recherche des infractions au contrôle des changes, à effectuer en tous lieux des visites domiciliaires dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur.

A cette fin, les agents visés au 2° de l'article précédent seront accompagnés d'un agent des douanes ou d'un officier de police judiciaire.

Art. 6 — Les agents visés à l'article 4 sont habilités, s'ils constatent une infraction au contrôle des changes :

- à saisir tous les objets passibles de confiscation et à retenir les expéditions et tous autres documents relatifs aux objets saisis ou permettant d'établir l'existence de l'infraction, le tout sous réserve d'en dresser procès-verbal conformément aux lois et règlement douaniers ;
- à s'assurer de la personne des coupables, mais seulement en cas de flagrant délit.

Art. 7 — Les divers droits de communication prévus au bénéfice des administrations fiscales peuvent être exercés pour l'application du contrôle des changes par les agents visés à l'article 4.

Ces agents peuvent demander à tous les services publics les renseignements qui leur sont nécessaires pour l'accomplissement de leur mission sans que le secret professionnel puisse leur être opposé.

Art. 8 — L'administration des postes est autorisée à soumettre à l'examen des agents visés à l'article 4, en vue de l'application du contrôle des changes, les envois postaux tant à l'exportation qu'à l'importation.

Art. 9 — 1 - Le gouverneur de la banque centrale ou son représentant informe le ministre de l'économie et des finances des infractions au contrôle des changes dont

les agents de ladite banque ont eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

2 - Sur proposition du gouverneur, le ministre de l'économie et des finances peut habilitier des agents de la banque centrale dûment assermentés, à constater les infractions au contrôle des changes dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent saisir tous documents permettant d'établir l'existence de l'infraction. Les procès-verbaux dressés et les documents saisis par ces agents sont transmis au ministre de l'économie et des finances.

Art. 10 — Sont tenues au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 176 du code pénal toutes personnes appelées à l'occasion de leurs fonctions ou de leurs attributions à intervenir dans l'application du contrôle des changes.

Toutefois, lorsqu'une poursuite régulière a été engagée sur la plainte du ministre de l'économie et des finances, ces mêmes personnes ne peuvent opposer le secret professionnel au juge d'instruction ou au tribunal qui les interroge sur les faits faisant l'objet de la plainte ou sur les faits connexes. La même disposition est applicable lorsqu'une action est intentée sur le fondement de l'article 13.

### Section 2 — De la poursuite des infractions

Art. 11 — La poursuite des infractions au contrôle des changes ne peut être exercée que sur la plainte du ministre de l'économie et des finances ou de l'un de ses représentants habilités à cet effet.

L'action est exercée par le ministère public.

Art. 12 — En matière d'infractions au contrôle des changes, l'action publique se prescrit dans les mêmes délais et dans les mêmes conditions qu'en matière de délits de droit commun.

Toutefois, lorsque l'existence de l'infraction a été dissimulée par des manœuvres frauduleuses, le début de la prescription est différé jusqu'à la découverte de l'infraction.

Art. 13 — Lorsque l'auteur d'une infraction au contrôle des changes vient à décéder avant l'intervention d'une transaction ou d'un jugement définitif, le ministre de l'économie et des finances ou son représentant habilité à cet effet est fondé à exercer contre la succession une action tendant à faire prononcer par la juridiction civile la confiscation des objets passibles de cette sanction ou, si ceux-ci n'ont pu être saisis et ne sont pas représentés par les héritiers, la condamnation au paiement d'une somme égale à la valeur desdits objets et calculée conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphe 3.

Cette action se prescrit dans les mêmes délais et dans les mêmes conditions que l'action publique.

### Section 3 — De la transaction

Art. 14 — 1 - Le ministre de l'économie et des finances ou son représentant habilité à cet effet est autorisé à transiger avec les auteurs ou complices d'une infraction au contrôle des changes, ainsi que sur les actions prévues à l'article 13, dans les conditions de l'article 16.

2 - La transaction régulièrement conclue et entièrement exécutée éteint toute action fondée sur les mêmes faits.

Art. 15 — La demande de transaction ne peut être retenue comme preuve de l'infraction que si elle contient l'aveu de faits délictueux.

Art. 16 — 1 - Lorsqu'aucune action judiciaire n'est engagée, la transaction peut être acceptée par le ministre de l'économie et des finances ou son représentant habilité à cet effet, dans les conditions fixées par décret.

2 - Après mise en mouvement de l'action, la transaction ne peut être acceptée que par le ministre de l'économie et des finances, après avis du ministère public.

3 - Après jugement définitif, la transaction ne peut porter que sur les confiscations et autres condamnations pécuniaires. Elle ne peut être acceptée que par décision conjointe du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la justice.

Art. 17 — 1 - Il sera institué une commission du contentieux des changes. Sa composition, son fonctionnement, ses attributions et les conditions de sa saisine sont fixés par décret.

2 - La commission peut être consultée par le ministre de l'économie et des finances sur toute question, générale ou particulière, relative au contentieux des changes.

Elle peut également faire, de sa propre initiative, au ministre de l'économie et des finances, les observations ou recommandations qu'elle juge utiles sur le contentieux des changes.

#### Section 4 — Des peines

##### Paragraphe 1er — Des peines principales

Art. 18 — 1 - Quiconque aura commis ou tenté de commettre une infraction au contrôle des changes, telle que définie à l'article 1er de la présente loi, sera puni d'une peine d'emprisonnement d'un an à cinq ans, de la confiscation du corps du délit, de la confiscation des moyens de transport utilisés pour la fraude et d'une amende égale au minimum au montant et maximum au quintuple de la somme ou valeur sur laquelle a porté l'infraction ou la tentative d'infraction.

2 - Lorsque, pour une raison quelconque, les objets passibles de confiscation n'ont pu être saisis ou ne sont pas représentés par le délinquant, ou lorsque le ministre de l'économie et des finances ou son représentant en fait la demande, le tribunal, pour tenir lieu de la confiscation, prononce une condamnation au paiement d'une somme égale à la valeur de ses objets.

3 - La valeur des objets passibles de confiscation est calculée à l'époque de l'infraction ou, si le ministre de l'économie et des finances ou son représentant en fait la demande, à la date du jugement. Des dates différentes peuvent être retenues pour les divers objets passibles de confiscation.

Art. 19 — Sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de cinq cent mille à cinquante millions de francs CFA, toute personne qui aura incité par écrit, propagande ou publicité à commettre une infraction au contrôle des changes, que cette incitation ait ou non été suivie d'effet, qu'elle ait été émise ou reçue sur le territoire national ou à l'étranger.

##### Paragraphe 2 — De la récidive

Art. 20 — 1 - Si l'auteur d'une infraction au contrôle des changes commet, dans les trois ans qui suivent une transaction ou une condamnation devenue définitive,

une nouvelle infraction au contrôle des changes ou une infraction aux dispositions de l'article 19, le taux des pénalités encourues est porté au double.

2 - Si l'auteur d'une infraction prévue à l'article 19 commet, dans les trois ans qui suivent une condamnation définitive, une nouvelle infraction aux dispositions de l'article 19 ou une infraction au contrôle des changes, le taux des pénalités encourues est porté au double.

##### Paragraphe 3 — Du concours d'infractions

Art. 21 — En cas de pluralité d'infractions au contrôle des changes jugées dans la même instance, la règle du cumul des peines de l'article 8 du Code pénal demeure applicable.

##### Paragraphe 4 — Des peines accessoires et complémentaires

Art. 22 — Les personnes condamnées pour infraction au contrôle des changes ou aux dispositions de l'article 19 sont de plein droit interdites, pendant cinq ans :

- d'exercer les fonctions d'agent de change ;
- d'être électrices, éligibles ou désignées aux juridictions professionnelles aux chambres de commerce et aux chambres des métiers,

le tout sans préjudice des autres peines accessoires applicables aux délits selon le droit commun.

Art. 23 — 1 - Les personnes visées à l'article précédent pourront en outre être interdites, par le tribunal, pour une durée n'excédant pas cinq ans, de diriger, administrer ou gérer :

- toute banque et agence de banque ;
- tout établissement financier et agence d'établissement financier ;
- une ou plusieurs catégories déterminées d'établissements financiers et les agences de ces catégories d'établissements.

le tout sans préjudice des autres peines complémentaires applicables aux délits selon le droit commun.

2 - L'interdiction de diriger, administrer ou gérer un établissement emporte de plein droit interdiction d'exercer à titre personnel les activités de cet établissement.

Art. 24 — Quiconque aura contrevenu aux interdictions prévues aux articles 22 et 23 sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de un (1) million à deux (2) millions de francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 25 — Le tribunal ordonnera que la décision portant condamnation pour infraction au contrôle des changes ou aux dispositions de l'article 19 sera, aux frais de la personne condamnée, soit insérée en entier ou par extraits dans les journaux qu'il désignera.

##### Paragraphe 5 — Des circonstances atténuantes et du sursis

Art. 26 — 1 - En matière d'infractions au contrôle des changes, le tribunal ne peut relaxer le contrevenant pour défaut d'intention.

2 - S'il retient des circonstances atténuantes, il peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 :

- a) — dispenser le prévenu de tout ou partie des peines applicables à l'infraction ;
- b) — décider que la condamnation ne sera pas mentionnée au bulletin n° 3 du casier judiciaire.

3 - Dans tous les cas, le tribunal prononcera la confiscation du corps du délit ou, à défaut, la condamnation prévue à l'article 18, paragraphe 2.

Art. 27 — Lorsque la poursuite est fondée sur les dispositions de l'article 19, la peine est prononcée comme en matière de délit de droit commun.

Art. 28 — Pour les infractions au contrôle des changes ou aux dispositions de l'article 19, le tribunal pourra ordonner qu'il sera sursis à l'exécution des peines, sauf en cas de récidive.

#### Section 5 — De la compétence

Art. 29 — 1 - Les tribunaux correctionnels connaissent de toutes les poursuites pénales pour infractions au contrôle des changes ou aux dispositions des articles 19 et 24.

2 - En matière d'infractions au contrôle des changes, lorsqu'un procès-verbal a été dressé, l'action est portée devant le tribunal le plus proche du lieu de constatation de l'infraction.

Dans les autres cas, et pour les infractions prévues à l'article 19, l'action est portée devant le tribunal compétent selon le droit commun ; à défaut de tout autre tribunal, le tribunal compétent est celui de Lomé.

Art. 30 — Les actions prévues à l'article 13 sont portées devant la juridiction compétente selon les règles ordinaires de la compétence d'attribution et territoriale en matière civile ; à défaut de tout autre tribunal, le tribunal compétent est celui de Lomé.

#### Section 6 — Du produit des poursuites

Art. 31 — Le produit des transactions ou des confiscations et autres condamnations pécuniaires prévues pour infraction au contrôle des changes est réparti dans les conditions fixées par décret.

#### Section 7 — Des poursuites à l'étranger

Art. 32 — Lorsqu'une infraction au contrôle des changes national est poursuivie à l'étranger et que les autorités de l'Etat poursuivant sollicitent, avant de transiger, l'agrément des autorités nationales, cet agrément est donné par le ministre de l'économie et des finances.

L'agrément précise que le corps du délit ou, à défaut, sa valeur devra être acquis à l'Etat national.

La transaction, conclue et exécutée conformément aux dispositions ci-dessus, éteint toute action fondée sur les mêmes faits devant les juridictions nationales.

Art. 33 — La condamnation définitive prononcée à l'étranger pour infraction au contrôle de changes nationaux ou pour l'infraction prévue à l'article 19 emporte de plein droit, sur le territoire national, les interdictions prévues à l'article 22 et, si elles ont été prononcées, les interdictions prévues à l'article 23.

Art. 34 — Lorsque la condamnation prononcée à l'étranger pour infraction au contrôle des changes national a permis d'obtenir la remise aux autorités nationales du corps du délit ou, à défaut, de sa valeur, aucune action fondée sur les mêmes faits ne peut plus être intentée devant les juridictions nationales.

### Chapitre III — Des infractions au contrôle de changes d'un Etat membre de l'Union Monétaire Ouest Africaine

Art. 35 — Toute infraction au contrôle des changes établi par un autre Etat membre de l'union monétaire

ouest africaine dans le respect de ses engagements internationaux est considérée, pour l'application des lois relatives à l'extradition et à la compétence internationale des juridictions nationales, comme un fait qualifié délit par la loi nationale.

Art. 36 — Lorsque l'extradition pour l'information visée à l'article précédent ne peut être accordée, ou lorsque la demande d'extradition formée par l'Etat victime de l'infraction n'a pas été satisfaite, l'infraction peut être poursuivie par les autorités nationales dans les conditions prévues au chapitre II pour les infractions au contrôle des changes national, sous réserve des dispositions suivantes :

1 - La poursuite doit être précédée d'une requête de l'Etat victime de l'infraction, certifiant :

- soit que l'infraction sans être prescrite ou amnistiée, n'a donné lieu à aucune transaction ou jugement définitif sur son territoire ;
- soit, si une transaction a été conclue ou un jugement définitif prononcé, que les obligations stipulées ou les condamnations pécuniaires prononcées n'ont pas été entièrement exécutées par le contrevenant ou ses héritiers sans que ce soit par l'effet de la prescription, d'une remise de peine, d'une grâce ou d'une amnistie.

2 - En l'absence de transaction ou de jugement définitif, l'action publique ou l'action prévue à l'article 13 peut être portée devant les juridictions nationales.

3 - Si une transaction a été conclue, l'exécution des obligations peut être poursuivie devant les juridictions nationales, à moins que l'Etat requérant ne renonce à se prévaloir de la transaction inexécutée et demande l'exercice des actions prévues au paragraphe 2.

4 - Si un jugement définitif a été prononcé, l'exécution des condamnations pécuniaires peut être poursuivie devant les juridictions nationales.

Le jugement prononcé à l'étranger emporte les interdictions prévues aux articles 22 et 23, sous les distinctions de l'article 33.

5 - Le retrait de la requête visée au paragraphe 1 met fin aux poursuites, s'il intervient avant le jugement définitif prononcé par les juridictions nationales ou, dans les cas prévus aux paragraphes 3 et 4, avant l'exécution des obligations ou des condamnations.

6 - Les demandes de transaction sont, avant toute acceptation par les autorités nationales, soumises à l'agrément préalable de l'Etat requérant.

7 - Le corps du délit ou à défaut sa valeur, obtenu par voie de transaction, condamnation ou autrement, est acquis à l'Etat requérant, déduction faite, le cas échéant, de la fraction déjà recouvrée par celui-ci. Le solde est réparti conformément aux dispositions de l'article 31.

8 - Les procès-verbaux établis par les agents de l'Etat requérant, habilités à constater les infractions au contrôle des changes, ont, devant les juridictions nationales, la même force probante que celle qui leur est reconnue par la loi de l'Etat requérant.

Art. 37 — Toute incitation par écrit, propagande ou publicité à commettre une infraction au contrôle des changes établi par un autre Etat membre de l'union monétaire ouest africaine dans le respect de ses engagements internationaux est considérée, pour l'application des lois relatives à l'extradition et à la compétence inter-



nationale des juridictions nationales, comme un fait accompli sur le territoire de cet Etat et qualifié délit par la loi nationale, qu'elle ait ou non été suivie d'effet, qu'elle ait été émise ou reçue sur le territoire de cet Etat ou d'un autre Etat.

Art. 38 — Lorsque l'extradition pour l'infraction visée à l'article précédent ne peut être accordée, ou lorsque la demande d'extradition formée par l'Etat victime de l'infraction n'a pas été satisfaite, l'infraction peut être poursuivie par les autorités nationales dans les conditions prévues au chapitre II pour les infractions visées à l'article 19, sous réserve des dispositions suivantes :

1 - La poursuite doit être précédée d'une requête de l'Etat victime de l'infraction, certifiant :

- soit que l'infraction, sans être prescrite ou amnistiée, n'a donné lieu à aucun jugement définitif sur son territoire ;
- soit, si un jugement définitif a été prononcé, que le produit des condamnations pécuniaires n'a pu être entièrement recouvré, sans que ce soit par l'effet de la prescription, d'une remise de peine, d'une grâce ou d'une amnistie ;

2 - En l'absence de jugement définitif, l'action publique peut être portée devant les juridictions nationales.

3 - Si un jugement définitif a été prononcé, l'exécution des condamnations pécuniaires peut être poursuivie devant les juridictions nationales. Le jugement prononcé à l'étranger emporte les interdictions prévues aux articles 22 et 23, sous les distinctions de l'article 33.

4 - Le retrait de la requête visée au paragraphe 1 met fin aux poursuites, s'il intervient avant le jugement définitif prononcé par les juridictions nationales ou, dans le cas prévu au paragraphe 3, avant l'exécution des condamnations.

#### Chapitre IV — Dispositions diverses

Art. 39 — L'article 12, alinéa 1er, de l'ordonnance n° 67/27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Quiconque aura refusé de répondre, ou fourni sciemment des réponses inexactes, aux demandes d'informations exprimées en application de l'article 11 de l'ordonnance n° 67-27 du 28 juin 1967, sera passible des peines prévues aux articles 57 et 58 de l'ordonnance n° 75/23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire, sans préjudice des autres sanctions applicables, en vertu de cette dernière ordonnance, aux banques et établissement financiers ».

Art. 40 — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 26 mai 1988  
Général Gnassingbé EYADEMA

## ARRETES ET DECISIONS

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Suspension de Conseillers Municipaux de Préfectures

Arrêté n° 59/INT du 6-7-88 — Les conseils municipaux et de préfecture de Sansané-Mango et de l'Oti,

issus des élections du 5 juillet 1987, sont suspendus pour une durée de trois (3) mois.

Le préfet de l'Oti est chargé de l'exécution du présent arrêté.

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### Autorisations de paiements

Décision n° 456/MEF/FCS du 9-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de onze millions sept cent soixante trois mille cinq cent vingt deux (11 763 522) F. CFA représentant la part contributive du Togo au budget du Centre Africain et Mauricien de Perfectionnement des Cadres (CAMPC) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 400 121-M, ouvert à la BIAO Abidjan RCI.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 7, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 458/MEF/FCS du 9-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de soixante dix huit millions quatre vingt dix sept mille neuf cent soixante treize (78 097 973) francs CFA, soit l'équivalent de 205 947,51 unités de compte de FMI, représentant le reliquat de la quote-part contributive du Togo au titre de l'année 1988 au budget de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 600 005-V, ouvert à la BIAO - Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 472/MEF/FCS du 9-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent mille (500 000) francs CFA représentant la contribution du Togo, au titre de l'année 1988, au budget du Conseil Régional pour l'Education et l'Alphabétisation en Afrique (CREAA).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31 300 229 25-ouvert à l'union togolaise de banque (UTB) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 477/MEF/FCS du 10-8-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent mille (500 000) francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au « Fonds des Nations-Unies pour le Développement Industriel (FNUDI) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 400 115-R, ouvert à la BIAO - Lomé au nom du PNUD.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 478/MEF/FCS du 10-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions soixante quinze mille cent quatre vingt dix (8 075 190) F CFA, soit l'équivalent de 28 334 dollars E.U., représentant la contributive du Togo au budget du programme Onchocercose pour l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 015-002527, ouvert à la Chemical Bank United Nations Office, New-York N.Y. 10017-USA « Contributions Oncho 1988 ».

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 479/MEF/FCS du 10-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de cinq cent mille (500 000) francs CFA, représentant la contribution volontaire du Togo au fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire United Nations General Trust Funds account n° 015-004473 à la Chemical Bank United Nations H. Branch New-York, NY - 10017 (USA).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (Rubrique contributions imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 480/MEF/FCS du 10-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de sept millions trois cent six mille huit cent trente (7 306 830) francs CFA, soit l'équivalent de 25 638 dollars E.U., représentant la quote-part contributive du Togo au budget de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte FAO/UN General Account n° 949-1-029915, The Chase-Manhattan Bank N.A. International Money Transfer 1 New - York Plaza - 5 th Floor New - York, N.Y. 10015 (USA).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 481/MEF/FCS du 10-6-88 — Est autorisé le paiement au profit de la régie nationale des eaux du Togo, de la somme de quatre vingt quinze millions deux cent cinquante et un mille dix (95 251 010) francs CFA, représentant le règlement des factures de fourniture d'eau potable aux collectivités locales pour les mois de janvier et février 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 184-D, ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 61, article 07-21, paragraphe 41 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 522/MEF/FCS du 20-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de quinze millions deux cent quarante neuf mille quatre cent quatre vingt quinze (15 249 495) francs CFA, soit l'équivalent de 53 506 dollars E.U., représentant la part contributive du Togo au budget de l'Agence Panafricaine d'Information (PANA) au titre des années :

1988	19.927,75 \$ E U
1982 reliquat	5.292,11 \$ E U
1983 arriérés	28.286,44 \$ E U

Total 53.506 \$ E U

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36 280 085/X, ouvert à la BIA O, BP n° 129 Dakar Sénégal.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (Ligne : PANA et contributions imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 523/MEF/FCS du 20-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de treize millions cent un (13 000 101) francs CFA, soit l'équivalent de 34 771 DTS, représentant le reliquat de la part contributive du Togo au budget de l'Institut Africain et Mauricien de Statistique et d'Economie Appliquée (IAMSEA) au titre de l'année 1987-1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 44 20 41 03, ouvert à la Banque Nationale du Rwanda (BNR) à Kigali-Rwanda.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 (Lignes IAMSEA et contributions imprévues) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 524/MEF/FCS du 20-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de quinze millions neuf cent soixante mille six cent quatre vingt quatorze (15 960 694) francs CFA, soit l'équivalent de 1 963 185 francs Belge, représentant la quote-part contributive du Togo au budget du secrétariat général du groupe des Etats ACP au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 310-0520951-50/005 Banque Bruxelles Lambert Rond Point R-Schuman 8 1 040 Bruxelles-Belgique.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 525/MEF/FCS du 20-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de dix huit millions deux cent cinquante mille (18 250 000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au budget de l'Institut Culturel Africain (ICA) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 9 520 domicilié à la banque : BICIS - sise à l'Avenue Roume à Dakar au Sénégal.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 533/MEF/FCS du 29-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de neuf cent mille (900 000) francs CFA, soit 18 000 FF, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1988 au budget de l'Académie Diplomatique Internationale (A D I) 4 bis, Avenue Hoche, 75008 Paris.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 5177-C, domicilié au Crédit Lyonnais, Agence Z. I., 55 Bd des Courcelles 75 017-Paris-France.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 534/MEF/FCS du 29-6-88 — Est autorisé le paiement de la somme de huit millions deux cent soixante dix mille neuf cent quatre vingt cinq (8 270 985) francs CFA, représentant la part contributive du Togo au titre de l'année 1988 au budget de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire OMT/Fondo general n° 1 compte n° 41 600 000 01 Banco Atlantico-Agencia 113, Paseo de la Castellana, 135 28046 Madrid Espagne.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 535/MEF/FCS du 29-6-88 — Est autorisé le paiement au profit du ministère des affaires étrangères et de la coopération de la somme d'un million trois cent quatre vingt douze mille (1 392 000) francs CFA, représentant les frais à prendre en charge pour la délégation togolaise à la 47e session du conseil des ministres de l'O U A à Addis-Abéba du 22 au 28 février 1988.

Cette somme sera mandatée au nom de M. le trésorier - payeur pour régularisation (Compte n° 490 - 200 Trésor).

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 (Conférences internationales) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

### Débloques de crédits

Décision n° 457/MEF/DCO du 9-6-88 — Il est mis à la disposition de la direction de l'enseignement technique, un crédit de dix sept millions (17 000 000) de FCFA en vue de faire face à l'organisation matérielle des examens de C.A.P. et baccalauréats techniques pour l'année 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 459/MEF/DCO du 9-6-88 — Il est mis à la disposition du receveur de l'enregistrement des domaines et du tourisme, conservateur de la propriété foncière, un crédit de deux cent soixante quatorze mille neuf cent quatre vingt un (274 981) francs CFA en vue d'acheter une mobylette avec accessoire au profit du planton de son service.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 517/MEF/DCO du 20-6-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'équipement et des postes et télécommunications, un crédit de vingt deux millions soixante trois mille (22 063 000) francs CFA, repartis comme suit, afin de permettre à ses services techniques de payer le personnel des « Fonds Travaux » :

41-93-0000-21 Entretien bâtiments	4 683 000
41-94-0000-21 Entretien routes, ponts et aérodromes	14 780 000
41-95-0000-21 Entretien ouvrages hydrauliques	2 600 000
	<hr/> 22 063 000

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 532/MEF/DCO du 29-6-88 — Il est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique, un crédit de deux millions (2 000 000) de francs CFA, pour la réalisation du programme archéologique togolais au titre de l'année 1988.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 62, article 07-21, paragraphe 99 (Dépenses diverses imprévues).

Décision n° 536/MEF/DCO du 29-6-88 — Il est mis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique, un crédit de quatre cent quatre vingt quinze mille (495 000) francs CFA, représentant le montant de la prise en charge partielle de ses frais d'hébergement à l'occasion de la 75e conférence internationale du travail qui s'ouvrira le 1er juin 1988 à Genève.



La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 83, article 00-00 paragraphe 99 (Conférences internationales).

#### Subvention

Décision n° 521/MEF/FCS du 20-6-88 — Une subvention de soixante sept millions deux cent soixante six mille (67 266 000) francs CFA, est accordée au budget de fonctionnement de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) au titre de l'année 1988.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 440-22/ENA, ouvert dans les livres du trésor public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1988, section 07, chapitre 92, article 00-00, paragraphe 65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

### MINISTERE DU PLAN ET DES MINES

#### Autorisations de virement

Décision n° 100/MPM/DGPD/DFCEP du 7-7-88 — Est autorisé le virement au profit du (PDRN) Projet de Développement Rural de Notsé à son compte n° 01004000844/CNCA Lomé-Marina de la somme de cent millions (100 000 000) de francs CFA, représentant la contribution togolaise pour la poursuite des travaux agricoles au titre de la campagne 1988 ;

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement (BIE), gestion 1988, code financement 11002, code imputation 100012/2120 CF n° 026 du 23 mars 1988 ;

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 101/MPM/DGPD/DFCEP du 7-7-88 — Est autorisé le virement au profit du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat à son compte « liquidation des sociétés fermées n° 3170147748, ouvert à l'UTB Lomé de la somme de cent soixante sept millions cent soixante quatre mille trois cent trente sept (167 174 337) francs CFA représentant le financement du programme de restructuration des sociétés d'Etat pour l'année 1988 ;

La dépense est imputable au reliquat du budget d'investissement et d'équipement CAS/IDA gestion 1986 CDC trésor de la manière suivante :

1°) Code imputation	Montant
— 210014/3516	
— CF N° 178 du 29-10-86	50 000 000 Frcs
2°) Code imputation	Montant
— 210018/3516	
— CF N° 175 du 29-10-86	75 000 000 Frcs

3°) Code imputation	Montant
— 210020/3516	
— CF N° 179 du 29-10-86	35 894 000 Frcs
4°) Code imputation	Montant
— 310004/3525	
— CF N° 019 du 14-2-86	6 280 337 Frcs

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 108/MPM/DGPD/DFCEP du 13-7-88 — Est autorisé le virement au profit de l'office des postes et télécommunications du Togo à son compte n° 3260015123 ouvert à l'UTB à Lomé, de la somme de vingt millions deux cent quatre vingt treize mille cinquante (20 293 050) Francs CFA représentant le montant de l'acquisition d'un autocommutateur numérique DIGIMAT et de réalisation des travaux de la desserte téléphonique de la base aérienne de Niamtougou ;

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11001, code imputation 630012/3516 CF n° 008 du 1er mars 1988 ;

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 109/MPM/DGPD/DFCEP du 13-7-88 — Est autorisé le virement au profit du collège Saint Joseph à son compte n° 3130001053 ouvert à l'UTB, agence de Lomé de la somme de cinq millions sept cent deux mille neuf cent soixante seize (5 702 976) F CFA, représentant le financement complémentaire de finition des travaux de rénovation et de l'équipement de la grande salle du collège Saint Joseph.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11001, code imputation 630012/3516, CF n° 182 du 25 mai 1988 ;

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 110/MPM/DGPD/DFCEP du 13-7-88 — Est autorisé le virement au profit du compte n° 22 des FAT, ouvert dans les livres du trésor, de la somme de vingt millions (20 000 000) de francs CFA, représentant le fonds d'avance dans le cadre des travaux de renforcement de la sécurité du relais radio de Togblé-Kopé.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11001, code imputation 630012/3516, CF n° 001 du 23-2-88.

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° 111/MPM/DGPD/DFCEP du 13-7-88 — Est autorisé le virement au profit du projet du CHU-Campus à son compte n° 00426, ouvert dans les livres du trésor - public de la somme de quarante millions (40 000 000) de francs CFA, représentant les dépenses d'équipement en produits de laboratoire, de radiologie, des médicaments et la rémunération du personnel médical contractuel durant la phase de démarrage.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement, gestion 1988, code financement 11002, code imputation 630022/3516, CF N° 110 du 21 avril 1988 ;

Le directeur du financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

## DIVERS

### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

#### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 275/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de sept cent trente trois mille six cent soixante seize (733 676) francs pour compter du 1er juin 1985 et de sept cent soixante dix mille trois cent soixante (770 360) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Gueffe Zaratou, épouse Yérima, agent technique de 1re classe, 3e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1 350), admise à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Gueffe Zaratou, épouse Yérima pour compter du 1er juin 1985, une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Kabouré, né le 31 mars 1957

Talaata, né le 30 octobre 1959

Tchassama, né le 15 septembre 1962

Wavaïna, né le 25 juillet 1965

Lamy, né le 5 décembre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante six mille sept cent trente six (146 736) francs pour compter du 1er juin 1985 et à cent cinquante quatre mille soixante douze (154 072) Frcs pour compter du 1er janvier 1987.

Arrêté n° 276/MEF/CR du 9-6-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Tchakpide Saoudatou (née Idrissou)

" Tchakpide Rafatou (née Djibril)

" Tchakpide Zouhératou (née Maboudou),

épouses de feu Tchakpide Assirou, soldat de 1re classe 5e échelon, n° mle 1681 du corps du personnel de l'escadron du train du régiment de soutien et d'appui (FAT), décédé en activité le 23 septembre 1986 (pourcentage 41%, indice 420), une pension de veuve au taux annuel de vingt deux mille sept cent quarante huit (22 748) francs.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à trente neuf mille six cent vingt huit (39 628) francs par an.

La date de jouissance de la pension prévue ci-dessus est fixée au 13 novembre 1989 pour les veuves :

Tchakpide Saoudatou, née Idrissou

Tchakpide Rafatou, née Djibril et au 1er janvier 2 010 pour la veuve Tchakpide Zouhératou, née Maboudou.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à treize mille (13 000) francs par an pour compter du 1er octobre 1986 et à treize mille six cent quarante huit (13 648) Frcs par an pour compter du 1er janvier 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Léla, née le 1er mars 1977

Salamanou, né le 1er mars 1977

Abdlahazizou, né le 26 mai 1978

Sadikou, née le 7 avril 1981

Adizatou, née le 11 avril 1985

Adama, né le 7 août 1985.

A cette pension s'ajoute une rente d'invalidité temporaire fixée à vingt deux mille six cent quarante quatre (22 644) francs par an pour compter du 1er octobre 1986 et à vingt trois mille sept cent soixante seize (23 776) francs par an pour compter du 1er janvier 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Tchakpide Salifou, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 277/MEF/CR du 9-6-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Sizing Donga, née Kabiyou, épouse de feu Sizing Tchamdja, soldat de 1re classe, 5e échelon, n° mle 1671 du corps du personnel des forces armées togolaises et du régiment de soutien et d'appui (indice 420, pourcentage 41%), décédé en activité le 12 janvier 1987, une pension de veuve au taux annuel de soixante huit mille deux cent quarante (68 240) francs pour compter du 20 juillet 1987.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à cent dix huit mille huit cent quatre vingt quatre (118 884) francs par an pour compter du 20 juillet 1987.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à treize mille six cent quarante huit (13 648) francs par an pour compter du 1er février 1987 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Malawé, née le 11 décembre 1976

Gniyou, né le 20 décembre 1977

Pazim, né le 29 avril 1978

Bawimodom, né le 13 août 1980

Baglibè, née le 18 avril 1981

Mazama-Esso, né le 24 mars 1983

Méhèza, née le 8 novembre 1986.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité temporaire fixée à vingt trois mille sept cent soixante seize (23 776) francs par an pour compter du 1er février 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Badabo Bétéma, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 278/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 41%) au montant annuel de cent quatre vingt six mille huit cent quarante quatre (186 844) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ahébla Ata Ohinée, caporal chef, 5e échelon, n° mle 103/M du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er décembre 1987.

M. Ahébla Ata Ohinée pourra prétendre, pour compter du 1er décembre 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Aménouwogbé, né le 11 septembre 1977

Ntroaho, né le 2 octobre 1985

Komi, né le 22 février 1986.

Arrêté n° 279/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 59%) au montant annuel de neuf cent cinquante huit mille cinq cent quatre vingt douze (958 592) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Korodowou Akamanga, capitaine, 4e échelon du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 2 050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 30 mars 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Korodowou Akamanga pour compter du 30 mars 1988 ; une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Sintébassi, né le 17 mars 1969

Gbaou, née le 8 juillet 1970

Malaha, née le 27 mai 1971

Kpegna, née le 21 juin 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante trois mille sept cent quatre vingt huit (143 788) francs pour compter du 30 mars 1988.

M. Korodowou Akamanga pourra prétendre, pour compter du 30 mars 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 7e rang) ci-après désignés :

Agbedji, né le 22 mai 1974

Djahane, née le 25 mars 1975

Damoussabi, né le 3 juillet 1979.

Arrêté n° 280/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cinq cent trente deux mille cinq cent quatre vingt seize (532 596) francs pour compter du 1er septembre 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombaté Mapaloukoua, adjudant, 3e échelon, n° mle 457 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1 050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er septembre 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kombaté Mapaloukoua pour compter du 1er septembre 1987 une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Soka, né le 27 septembre 1965

Labénam, née le 23 février 1968

Milibé, née le 10 août 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante trois mille deux cent soixante (53 260) francs pour compter du 1er septembre 1987.

M. Kombaté Mapaloukoua pourra prétendre, pour compter du 1er septembre 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 6e rang) ci-après désignés :

Dampah, née le 23 février 1973

Yédoukoua, née le 23 février 1973

Léléyi, née le 25 novembre 1981.

Arrêté n° 281/MEF/CR du 9-6-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 766/MEF/CR du 13 novembre 1987 portant concession d'une pension de retraite à M. Lawson Boe-Amino Tévi, agent technique principal, 2e échelon.

Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de sept cent un mille douze (701 012) Frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Tévi Boe-Amino, agent technique principal, 2e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1 450), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lawson Tévi Boe-Amino pour compter du 1er avril 1987, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Mawuéna, né le 15 avril 1958

Nadou, née le 31 janvier 1959

Cocovi, née le 1er juin 1961

Cayi, née le 28 juillet 1962

Tchotcho, née le 20 octobre 1963

Mawuto, né le 16 juin 1965.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent soixante quinze mille deux cent cinquante deux (175 252) francs pour compter du 1er avril 1987.

M. Lawson Boe-Amino Tévi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 17e rang) ci-après désignés :

Mawuwodo, né le 28 avril 1967

Mawuégniga, né le 29 avril 1968

Nadou, née le 20 avril 1970

Mawussé, né le 3 janvier 1974

Afi, née le 6 août 1976

Nadou-Aklaesso, née le 28 août 1976

Cocovi, née le 10 août 1980

Akouélé, née le 23 juillet 1982

Akouété, né le 23 juillet 1982

Edoh, née le 14 janvier 1986

Mawulekoumi, né le 18 juin 1987.

Arrêté n° 282/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63%) dont 34% imputable à la CRT, est allouée à M. Baragou Bakoulakpama, instituteur de 1re classe, 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1 150) admis à la retraite.

Le montant annuel de la dite pension est fixé à trois cent trente quatre mille soixante (334 060) francs pour compter du 1er juin 1985 et à trois cent cinquante mille sept cent soixante quatre (350 764) francs pour compter du 1er janvier 1987 et payable comme suit :

- Trente huit mille neuf cent vingt huit (38 928) Frs pour compter du 1er janvier 1986 et quarante mille huit cent soixante seize (40 876) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la CNSS.
- Deux cent quatre vingt quinze mille cent trente deux (295 132) francs pour compter du 1er juin 1985 et trois cent neuf mille huit cent quatre vingt huit (309 888) francs pour compter du 1er janvier 1987 sur les fonds de la CRT.

Par application des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 551/MJ-FPT/MFE, le trésor public assure le paiement de la pension au titre des deux régimes et se fait rembourser par la CNSS la part qui revient à cette dernière.

Il est également attribué à M. Baragou Bakoulakpama pour compter du 1er juin 1985 une majoration pour enfants aux taux respectifs de 10% et 20% de sa pension principale servie sur les fonds de la CRT au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Dilakouma, née le 12 novembre 1955  
Yaah, née le 18 mai 1961  
Bamana, né le 12 août 1963  
Soodougoua, né le 12 novembre 1967  
Dimilina, né le 26 septembre 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt neuf mille cinq cent seize (29 516) francs, pour compter du 1er juin 1985, à cinquante neuf mille vingt huit (59 028) francs, pour compter du 1er décembre 1985 et soixante un mille neuf cent quatre vings (61 980) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Baragou Bakoulakpama pourra prétendre sur les fonds de la CRT, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits, en bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 18e rang) ci-après désignés :

Yédébayéna, né le 4 juin 1970  
Kouyara, née le 2 mai 1972  
Djemnaka, née le 4 juillet 1973  
Matomtbéna, né le 14 avril 1974  
Woumbakpata, né le 14 octobre 1974  
Hadigma-Doulakoa, née le 18 août 1976  
Daguem, né le 2 septembre 1977  
Lamegoutia, né le 6 août 1978  
Tourakoua, née le 25 avril 1979  
Mabéa, née le 9 juillet 1981  
Ataloté, née le 20 septembre 1981  
Alilima, née le 26 août 1984  
Matiba, née le 26 septembre 1984.

Arrêté n° 284/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70%) au montant annuel de cinq cent cinquante quatre mille sept cent quatre vingt huit (554 788) francs pour compter du 1er juin 1985 et de cinq cent quatre vingt deux mille cinq cent vingt quatre (582 524) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Kocuvie Tey Essi Massan, épouse Kouvahey, institutrice de 2e classe, 4e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1 050), admise à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Kocuvie Tey Essi Massan, épouse Kouvahey pour compter du 1er juin 1985, une majoration pour enfants au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Ekoué, né le 8 mars 1953  
Amélé, née le 14 octobre 1957  
Amoko, née le 29 septembre 1961  
Kayi, née le 10 avril 1964  
Tchotcho, née le 10 juin 1966.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix mille neuf cent soixante (110 960) Frs pour compter du 1er juin 1985 et à cent seize mille cinq cent quatre (116 504) francs pour compter du 1er janvier 1987.

Arrêté n° 285/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cinq cent quatre vingt seize mille trois cent quatre vingt seize (596 396) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Brenner Kouakou (Charles), adjoint technique principal de CE du corps du personnel des CFT (indice 1 750), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1987.

M. Brenner Kouakou (Charles) pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Akoéba, née le 26 octobre 1969  
Bayi, née le 26 mai 1973  
Kafui, né le 9 décembre 1976.

Arrêté n° 286/MEF/CR du 9-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de trois cent quatre mille cinq cent quatre vings (304 580) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sabi Molawè Alidou, préposé principal, 3e échelon du corps du personnel de l'agriculture, des eaux et forêts (indice 630), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er janvier 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sabi Molawè Alidou pour compter du 1er janvier 1988 une majoration pour enfants au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Aboudoulatif, né le 8 juin 1959  
Rainatou, née le 10 août 1961  
Mariama, née le 21 janvier 1968  
Sakibou, né le 2 décembre 1968.



Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante cinq mille six cent quatre vingt huit (45 688) francs pour compter du 1er janvier 1988.

M. Sabi Molawè pourra prétendre, pour compter du 1er janvier 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 10e rang) ci-après désignés :

Sahadatou, née le 11 février 1970  
Méménéto, née le 13 avril 1971  
Moutawakilou, né le 3 novembre 1972  
Abdou-Kalimou, né le 31 octobre 1973  
Larba, née le 2 mai 1979  
Abibatou, née le 16 juillet 1981.

Arrêté n° 300/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de trois cent trois mille quatre cent trente six (303 436) Frcs pour compter du 1er décembre 1985 et de trois cent dix huit mille six cent huit (318 608) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpelenga Lokadi Sourou, moniteur de CE du corps du personnel de l'enseignement (indice 670), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpelenga Lokadi Sourou pour compter du 1er décembre 1985, une majoration pour enfants au taux respectif de 20 et 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Tanbé, née le 18 avril 1953  
Essoklina, né le 3 juillet 1958  
Mondossomèndè, né le 25 août 1965  
Manzamasso, née le 22 juillet 1967  
Piyallo, née le 9 janvier 1969  
Badibawou, né le 17 février 1970.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante mille six cent quatre vingt huit (60 688) francs pour compter du 1er décembre 1985, à soixante quinze mille huit cent soixante (75 860) francs pour compter du 1er mars 1986 et à soixante dix neuf mille six cent cinquante deux (79 652) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Kpelenga Lokadi Sourou pourra prétendre, pour compter du 1er décembre 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 21e rang) ci-après désignés :

Hodalou, née le 5 décembre 1970  
Pozomayo, née le 23 janvier 1972  
Mahéiwè, née le 2 janvier 1973  
Kpatcha, né le 4 août 1975  
Meyébina-Esso, née le 9 août 1975  
Pialo, née le 20 février 1976  
Essouham, né le 4 mai 1978  
Yaoudéma, né le 25 février 1979  
Esso Eyou, né le 1er octobre 1979  
Essoféilé, né le 31 janvier 1980  
Eyadénatétou, né le 28 février 1980  
Essohana, né le 20 avril 1982  
Atafeinam, né le 28 juin 1984  
Piyalo, née le 31 juillet 1984  
Essossinam, née le 18 mars 1985.

Arrêté n° 301/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de huit cent trente deux mille cent quatre vingt (832 180) Frcs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpegba Kodjo Vinyo, secrétaire d'administration principal de CE du corps du personnel de l'administration générale (indice 1 750), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1987.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpegba Kodjo Vinyo pour compter du 1er octobre 1987, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Yao Senyo, né le 25 août 1955  
Yawotse, né le 5 juin 1958  
Enyonam, né le 23 février 1961  
Akuvi, née le 5 février 1964  
Kudzo, né le 20 mars 1967  
Akpénè, née le 9 mars 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à deux cent huit mille quarante huit (208 048) francs pour compter du 1er octobre 1987.

M. Kpegba Kodjo Vinyo pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 11e rang) ci-après désignés :

Kokou, né le 24 juin 1970  
Adzovi, née le 15 septembre 1975  
Adzo, née le 4 juillet 1977  
Mawuli, né le 28 septembre 1979  
Dodzi, né le 3 mars 1983.

Arrêté n° 302/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 64%) au montant annuel de cinq cent trente deux mille cinq cent quatre vingt seize (532 596) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koffi Kouévi, adjudant, 3e échelon, n° mle 473 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1 050), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er avril 1988.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Koffi Kouévi pour compter du 1er avril 1988, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Foligan, né le 7 août 1962  
Folivi, né le 16 novembre 1964  
Dédégan, née le 26 septembre 1965  
Kagnigan, né le 2 février 1967  
Dédévi, née le 5 février 1968  
Kokoègan, née le 9 septembre 1969.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente trois mille cent cinquante deux (133 152) francs pour compter du 1er avril 1988.

M. Koffi Kouévi pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1988 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 13e rang) ci-après désignés :

Messangan, né le 22 juillet 1971  
Fofu Folivi, né le 8 mars 1974



Adjoa Fafavi, née le 23 septembre 1974  
 Kokoè, née le 16 mars 1975  
 Ananigan, né le 9 août 1975  
 Mawumondji, née le 1er février 1978  
 Mawugnon, né le 11 avril 1980.

Arrêté n° 303/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 50%) au montant annuel de deux cent cinquante sept mille cinq cent quatrevingts (257 580) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kouévi Akouété, maréchal des logis, 5e échelon, n° mle 611 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 20 août 1987.

M. Kouévi Akouété pourra prétendre, pour compter du 20 août 1987 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 15e rang) ci-après désignés :

Ekoué, né le 12 janvier 1974  
 Tèko, né le 6 avril 1975  
 Ayélé Essivi, née le 24 août 1975  
 Ayélévi, née le 8 mai 1981  
 Ayélé S., née le 5 novembre 1981  
 Mawugno, née le 4 avril 1982  
 Dodzikpo, née le 12 juillet 1982  
 Dzifa, né le 12 mai 1984  
 Dzimédo, né le 1er juillet 1984  
 Ayoko, née le 3 mars 1985  
 Dodzi, né le 30 juillet 1985  
 Kayi, née le 11 septembre 1985  
 Ekoué Mawuko, né le 19 septembre 1985  
 Ekué, né le 14 décembre 1985  
 Ekoué, né le 7 novembre 1986.

Arrêté n° 304/MEF/CR du 20-6-88 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 885/MEF/CR du 31 décembre 1987 portant concession d'une pension de retraite à M. Labdiedo Koumbodja, commis d'administration principal 2e échelon.

Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de deux cent soixante sept mille deux cent quatre (267 204) francs pour compter du 1er avril 1986 et de deux cent quatre vingt mille cinq cent soixante quatre (280 564) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Labdiedo Koumbodja, commis d'administration principal 2e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 590), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Labdiedo Koumbodja pour compter du 1er avril 1986, une majoration pour enfants au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Arzouma, né le 5 août 1955  
 Digbandja, né le 14 juillet 1958  
 Bangoudine, né le 19 octobre 1961.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à vingt six mille sept cent vingt (26 720) francs pour compter du 1er avril 1986 et à vingt huit mille cin-

quatre six (28 056) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Labdiedo Koumbodja pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1986 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 8e rang) ci-après désignés :

Biyéti, né le 24 mars 1970  
 Sougli, née le 10 décembre 1973  
 Liyiabe, né le 28 avril 1976  
 Bahatama, née le 3 août 1976  
 Kamade, né le 22 novembre 1983.

Arrêté n° 305/MEF/CR du 20-6-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Kpodar Akoko (née Adamaheto)

" Kpodar Yawa (née Kenkou),  
 épouses de feu Kpodar André, brigadier-chef de la police (indice 670, pourcentage 58%) en retraite, décédé le 14 juin 1983, une pension de veuve au taux annuel de soixante treize mille trois cent trente (73 330) francs pour compter du 1er avril 1986 et de soixante seize mille neuf cent quatre vingt dix huit (76 998) francs pour compter du 1er janvier 1987.

La date de jouissance de cette pension est fixée comme suit :

- 1er avril 1986 pour Mme veuve Kpodar Akoko, née Adamaheto
- 16 mai 1989 pour Mme veuve Kpodar Yawa, née Kenkou.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de vingt neuf mille trois cent trente deux (29 332) francs pour compter du 1er avril 1986 et de trente mille sept cent quatre vingt dix huit (30 798) francs pour compter du 1er janvier 1987 aux orphelins ci-après désignés :

Adadé Amewu, né le 12 octobre 1967

Anumou A., né le 13 mars 1972.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés, seront versés entre les mains de M. Kpodar Ekoué, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 306/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 73%) au montant annuel de quatre cent quarante mille huit cent douze (440 812) Frcs pour compter du 1er avril 1985 et de quatre cent soixante deux mille huit cent cinquante deux (462 852) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lagbema Gambila, infirmier d'Etat de 1re classe, 2e échelon du corps du personnel de la santé (indice 800), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Lagbema Gambila pour compter du 1er avril 1985 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Wen-Nyida, né en 1948  
 Takédassida, née le 5 janvier 1951  
 Warkatinta, né le 5 septembre 1953  
 Djessiwodé, née le 10 octobre 1955

Sounogo,, né le 16 juin 1957

Wounémalgue, née le 30 octobre 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix mille deux cent quatre (110 204) francs pour compter du 1er avril 1985 et de cent quinze mille sept cent seize (115 716) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Lagbema Gambila pourra prétendre, pour compter du 1er avril 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8e au 11e rang) ci-après désignés :

Nom-Windé, né le 12 avril 1971

Pouné-Yale, née le 22 octobre 1973

Sougbe-Noma, né le 12 mai 1975

Win-Koumi, né le 23 octobre 1980.

Arrêté n° 307/MEF/CR du 20-6-88 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 60%) au montant annuel de six cent cinquante six mille six cent quatre vingt huit (656 688) francs pour compter du 1er juin 1985 et de six cent quatre vingt neuf mille cinq cent vingt (689 520) francs pour compter du 1er janvier 1987 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Degbotsè-Goe Kofi Aménuvé, instituteur principal, 1er échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1 450), admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Degbotsè-Goe Kofi Aménuvé, pour compter du 1er juin 1985, une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 6e rang) ci-après désignés :

Abra, née le 15 novembre 1955

Kossi, né le 1er juin 1959

Kodzo, né le 20 février 1961

Komi, né le 23 mai 1964

Komla, né le 1er novembre 1966

Yawa, née le 18 janvier 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatre mille cent soixante douze (164 172) francs pour compter du 1er juin 1985 et à cent soixante douze mille trois cent quatre vingts (172 380) francs pour compter du 1er janvier 1987.

M. Degbotsè-Goe Kofi Aménuvé pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7e au 10e rang) ci-après désignés :

Koku, né le 6 janvier 1971

Ama, née le 6 mars 1971

Kossi, né le 8 février 1976

Akuwa, née le 25 février 1976.

Arrêté n° 308/MEF/CR du 20-6-88 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Vossah Dédévi (née Akouété) épouse de feu Eklou Vossah Afanyon, ouvrier des T P (indice 556, pourcentage 61%) en retraite, décédé le 3 mai 1984 une pension de veuve au taux annuel de cent trente quatre mille quatre cent deux (134 402) francs pour compter du 7 mai 1988.

### Dérogation individuelle

Arrêté n° 297/MEF du 20-6-88 — En vertu des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975, une dérogation individuelle est accordée à M. Koffi Agyeman Prempeh, de nationalité ghanéenne, pour lui permettre d'exercer les fonctions de directeur général de la banque commerciale du Ghana (BCG).

Le directeur national de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargé de l'application du présent arrêté.

### Rôles

Arrêté n° 288/MEF/AI du 17-6-88 — Est pris en charge le rôle de régularisation des recettes — impôts du mois d'avril 1988 ci-dessous ;

#### Budget Général

49 Lomé IRPP	1 353 200	
TC - IRPP	271 490	
ISN	380 229	
IS	8 744 196	
	<u>10 749 115</u>	10 749 115

Arrêté n° 289/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1987 ci-dessous:

#### Budget Général

47 Amou IRTR	143 100	
48 Wawa IRTR	204 200	
49 Ogou IRTR	5 902 825	
	<u>6 250 125</u>	6 250 125

Arrêté n° 290/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1987 ci-dessous:

42 Ogou IRPP	102 500	
Taxe Professionnelle	96 600	
43 Ogou Taxe Professionnelle	2 500	
44 Wawa IRPP	138 000	
Taxe Professionnelle	293 500	
TC - IRPP	500	
	<u>633 600</u>	633 600

#### Budget Préfectoral

42 Ogou Taxe Professionnelle	193 200	
TC - IRPP	373 500	
43 Ogou Taxe Professionnelle	5 000	
TC - IRPP	7 500	
44 Wawa Taxe Professionnelle	587 000	
TC - IRPP	343 500	
	<u>1 509 700</u>	1 509 700
		<u>2 143 300</u>

Arrêté n° 291/MEF/AI du 17-6-88 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1988 ci-dessous :

### Budget Général

02 Dapaong Taxe Professionnelle	25 833	
TC - IRPP	17 500	
		43 333

### Budget Préfectoral

02 Dapaong Taxe Professionnelle	51 667	
TC - IRPP	34 500	
Taxe civique	1 500	
		87 667
		131 000

Arrêté n° 292/MEF/AI du 17-6-88 — Est pris en charge le rôle de régularisation exercice 1988 ci-dessous :

### Budget Général

03 Dapaong IRTR	102 500	
		102 500
		102 500

Arrêté n° 293/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1987 ci-dessous :

### Budget Général

39 Haho IRPP	106 500	
Taxe Professionnelle	207 800	
40 Haho IRPP	54 500	
Taxe Professionnelle	104 033	
41 Ogou IRPP	189 000	
Taxe Professionnelle	224 833	
		886 666

### Budget Préfectoral

39 Haho Taxe Professionnelle	415 600	
TC - IRPP	369 000	
40 Haho Taxe Professionnelle	208 067	
TC - IRPP	184 500	
41 Ogou Taxe Professionnelle	449 667	
TC - IRPP	349 500	
		1 976 334
		2 863 000

Arrêté n° 294/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1987 ci-dessous :

### Budget Général

45 Wawa IRPP	129 000	
Taxe Professionnelle	56 667	
46 Atakpamé IRPP	76 000	
Taxe Professionnelle	181 987	
		443 654

### Budget Préfectoral

45 Wawa Taxe Professionnelle	613 333	
TC - IRPP	175 500	
46 Atakpamé Taxe Prof.	363 973	
TC - IRPP	387 000	
		1 539 806
		1 983 460

Arrêté n° 295/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-trésor du mois d'avril 1988 ci-dessous :

### Budget Général

56 Lomé IRPP	96 110 141	
T/S	589 911	
ISN	25 979 697	
		122 679 749
57 Lomé IS (DTP)	300 000 000	
IS (Autres Stes d'Etat	125 000 000	
58 Lomé Taxe Profes.	7 519 529	
59 Golfe Taxe Profes.	5 400	
60 Lomé TSFCB	134 222	
		555 338 900

### Budget Communal

56 Lomé TCS	7 799 221	
58 Lomé Taxe Profes.	15 039 058	
60 Lomé TSFCB	268 444	
		23 106 723

### Budget de Préfecture

59 Golfe Taxe Profes.	10 800	
		10 800
		578 456 423

Arrêté n° 296/MEF/AI du 17-6-88 — Sont pris en charge les rôles de régularisation des recettes-impôts du mois d'avril 1988 ci-dessous :

### Budget Général

50 Lomé IRPP	304 784 525	
T/S	118 508 443	
ISN	70 281 978	
		493 574 946
51 Lomé IRTR	35 243 337	
52 Lomé Taxe Profes.	1 857 210	
53 Golfe Taxe Profes.	14 530	
54 Golfe TSFCB	16 667	
55 Lomé TSFCB	305 000	
		531 011 690

### Budget Communal

50 Lomé TCS	4 882 994	
52 Lomé Taxe Profes.	3 714 419	
55 Lomé TSFCB	610 000	
		9 207 413

**Budget de Préfecture**

53 Golfe Taxe Profes.	29 061	
54 Golfe TSFCB	33 333	
		62 394
		540 281 497

**Homologation de Barème**

Arrêté n° 287/MEF/DE du 15-6-88 — Sont homologués les barèmes de la société togolaise de crédit Automobile (STOCA) tels que présentés à l'article 2 ci-dessous.  
Mensualités hors taxes pour un crédit de 100 000 F

Echéances	TEN 1 <sup>è</sup> et 2 <sup>è</sup> catégories	TEP 1 <sup>è</sup> et 2 <sup>è</sup> catégories
3 mois	34 477	34 114
6 mois	17 676	17 354
9 mois	12 080	11 769
12 mois	9 286	8 978
15 mois	7 612	7 306
18 mois	6 499	6 192
21 mois	5 706	5 397
24 mois	5 112	4 802
30 mois	4 286	3 970

La banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest est chargée de l'application du présent arrêté.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE****AVIS DE BORNAGE**

*(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).*

Toutes personnes intéressées sont invitées à assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 18 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, commune de Lomé consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 a 01 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 897 bis, au sud par une rue en projet, à l'est par les lots n°s 898 bis et 899 bis et à l'ouest par le lot n° 894 bis ; dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ankou Kouakou Etudiant à Lomé, suivant réquisition du 3 août 1984, n° 11674.

Le mercredi 9 novembre 1988 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 a 18 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord, au sud et à l'est par des rues en projet, à l'ouest par M. Boukari Idrissou ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Mémène Seyi Kériké Militaire demeurant à Lomé (Camp militaire), suivant réquisition du 26 février 1986, n° 12394.

Le mercredi 5 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 81 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 256, au sud par le lot n° 253, à l'est par une rue en projet, à l'ouest par les lots n°s 250 et 251 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Pocanam Mèyèba, Fonctionnaire à l'ENA, et Mme, née Dosseh Djatougbe Afa, Avocate stagiaire, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 20 mars 1986, n° 12429.

Le jeudi 20 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 11 a 99 ca, connu sous le nom de Humbi et borné au nord par les lots n°s 154 et 155, au sud par le lot n° 161, à l'est par une rue nom dénommée, à l'ouest par les n°s 158 et 160 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Gbikpi Dédé Awussi, Revendeuse demeurant à Lomé-Tokoin For Ever, suivant réquisition du 26 mars 1986, n° 12432.

Le mardi 11 octobre 1988 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 6 a 56 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, au sud et à l'ouest par la propriété Agbozo, à l'est par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dackey Koffi (Martin), Comptable demeurant à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 4 avril 1986, n° 12450.

Le vendredi 21 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 26 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par Aziaba Odito, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 347 et à l'ouest par le lot n° 345 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Anani Edoh Kotoklo, Dessinateur en bâtiment demeurant à Libreville (Gagbon), de passage à Lomé, suivant réquisition du 19 mai 1986, n° 12524.

Le vendredi 21 octobre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 77 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le n° 340, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 334 et à l'ouest par le lot n° 332 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Olympio Mèyèvi ex Rachelle, née Sossah, ménagère demeurant à Lomé, suivant réquisition du 19 mai 1986, n° 12526.

Le mercredi 19 octobre 1988 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance de 6 a, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 94 bis, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 92 et à l'ouest par le lot n° 93 bis ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gaba Kokodoko Ayité, Représentant Commercial demeurant à Cotonou, carré n° 989, suivant réquisition du 5 juin 1986, n° 12546.

Le mercredi 30 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca, connu sous le nom d'Avenou-Batomé et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud et à l'est par les lots n° 106 et 117 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mlle Assah Améyo, Employée à Air Togo, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 7 juillet 1986, n° 12596.

Le lundi 28 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Alfao-Gakli, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 a 98 ca et borné au nord et à l'ouest par le lot n° 1103, au sud par le lot n° 1104 à l'est par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kueviakoe Ayoko, épouse Norman. Commerçante demeurant à Lomé-Tokoin Ouest, suivant réquisition du 8 juillet 1986, n° 12599.

Le mercredi 25 janvier 1989 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, Préfecture du Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 ha 14 a 31 ca, connu sous le nom d'Adetikopé et borné au nord par la propriété Agbodji Nossi Koffi, au sud par la propriété Zilevou Kwami, à l'est par la propriété Hounsrou Gbaga et à l'ouest par la propriété Sodokpon ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Anenou Koudahin Ayayi, Directeur de la Société NETADI demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 juillet 1986, n° 12600.

Le jeudi 26 janvier 1989 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Davié Préfecture de Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 70 a 54 ca, connu sous le nom de Adetikopé et borné au nord par la propriété Agbodji Koffi Nossi, au sud par la propriété Anenou Koudahin Ayayi, à l'est par les propriétés Agbodji Koffi Nossi et Hounsrou Gbaga, à l'ouest par la propriété Sodokpon ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Anenou Koudahin Ayayi, Directeur de la Société NETADI demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 juillet 1986, n° 12601.

Le lundi 23 janvier 1989 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé Préfecture de Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 61 a 86 ca, connu sous le nom d'Adetikopé et borné au nord par la propriété Adegbalo Kpomblé, au sud par la propriété Kossi Tagah, à l'est par la propriété Sodokpon et à l'ouest par la propriété Amoussou Asravon ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Anenou Koudahin Ayayi, Directeur de la Société NETADI demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 juillet 1986, n° 12602.

Le mardi 15 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Commune de Kara, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 a 97 ca, connu sous le nom de Tomdè et borné au nord par une rue en projet, au sud par la propriété Gnassingbé, à l'est et l'ouest par la propriété Kadawolo ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Awesso M. Pallé, Architecte à la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat demeurant à Lomé, suivant réquisition du 9 juillet 1986, n° 12605.

Le mercredi 18 janvier 1989 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anèho, Commune d'Anèho, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 a 48 ca, connu sous le nom d'Amadotékondji et borné au nord et à l'ouest par des rues en projet, au sud et à l'est par les lots n° 98 et 97 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Mensah Colley, Expert Maritime, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 26 août 1986, n° 12667.

Le mercredi 16 novembre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kanté, Préfecture de la Kéran, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 12 a 41 ca, connu sous le nom de Sarta et borné au nord par MM. Baberé Tchouka dit Papertiko et Arreis Djohnna Assèham, au sud par un passage, à l'est par M. Adjambao Sarré, à l'ouest par les propriétés Tomfayi Samboun et Adjambao Sarré ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Fumey Kwami Anani Agbenoxévi, Gendarme (MDL/chef), demeurant à Lomé (Camp de la Gendarmerie), suivant réquisition du 4 septembre 1986, n° 12699.



Le mercredi 16 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kantè, Préfecture de la Kéran, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 a 16 ca, connu sous le nom d'Atètou et borné au nord par la propriété Karka, au sud par une place publique, à l'est par M. Lakmon Akissimé et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Fumey Kwami Anani Agbenoxévi, Gendarme (MDL/chef) demeurant à Lomé (Camp de la Gendarmerie), suivant réquisition du 4 septembre 1986, n° 12700.

Le jeudi 19 janvier 1989 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anèho, Commune d'Anèho, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 13 a 78 ca, connu sous le nom de Nlessi et borné au nord, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le lot n° 249 et une réserve administrative ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kouassi J. Atchroé, Ingénieur des T.P. à l'EAMAU, demeurant à Lomé-Tokoin Dogbéavou, suivant réquisition du 4 septembre 1986, n° 12703.

Le mardi 22 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 01 ca, connu sous le nom de Klikamé et borné au nord par les lots n°s 28 et 37, au sud par une rue non dénommée, à l'est par les lots n°s 42 et 43, à l'ouest par le lot n° 18 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. d'Almeida Komlan, Commerçant, demeurant à Lomé, 81 Boulevard Circulaire, suivant réquisition du 8 octobre 1986, n° 12750.

Le vendredi 11 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Commune de Kara, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 8 a 91 ca, connu sous le nom de Chaminade et borné au nord et à l'est par les lots n°s 10 et 14, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Abaltou Zakari, Transporteur, demeurant à Kara (Transports Routiers), suivant réquisition du 21 octobre 1986, n° 12770.

Le jeudi 20 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 96 ca, connu sous le nom de Hédzranawoé et borné au nord par le lot n° 45, au sud par le lot n° 43, à l'est par une rue en projet et à l'ouest par le lot n° 41 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Somana Ablavi, Revendeuse, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 30 octobre 1986, n° 12786.

Le vendredi 30 décembre 1988 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 94 ca, connu sous le nom d'Abovey et borné au nord par le lot n° 35, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 38, et à l'ouest par le lot n° 34 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Kotor Yao, Mécanicien demeurant en France, 9380 Epinay sur Seine, 3 Rue du 8 Mai 1945, suivant réquisition du 9 décembre 1986, n° 12839.

Le vendredi 6 janvier 1989 à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 98 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et à l'est par les lots n°s 1038 et 1023, au sud et à l'ouest par des rues en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dzifa Komla Atigaku, Gestionnaire demeurant à Lomé, 60 Rue Anipah Dossou, suivant réquisition du 10 décembre 1986, n° 12841.

Le mardi 8 novembre 1988 à 14 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchadoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 24 a 98 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord, au sud et à l'ouest par des rues en projet, à l'est par la collectivité de Pangalam ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Djobo Atcha-Bao, Attaché d'Administration au Service des Domaines, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 14 janvier 1987, n° 12874.

Le lundi 14 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 90 ca, connu sous le nom de Chaminade et borné au nord par le lot n° 16, au sud par le lot n° 18, à l'est par le lot n° 2 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Bali Kossi Bassimsoué, Géographe Urbaniste demeurant à Lomé (D.G.U.H.) et domicilié à Kara, suivant réquisition du 30 janvier 1987, n° 12901.

Le mardi 8 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchadoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 80 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord, au sud et à l'est par la collectivité de Pangalam, à l'est par la route nationale n° 1 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ogamo Bagnah, Administrateur Civil à l'OPAT demeurant à Lomé-Tokoin (Super TACO), suivant réquisition du 18 février 1987, n° 12929.

Le vendredi 11 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 46 a 73 ca, connu sous le nom de Chaminade et borné au nord par un Boulevard en projet, au sud et à l'ouest par des rues en projet et à l'est par le lot n° 10 ; dont l'immatriculation a été demandée par Ogamo Bagnah, Administrateur Civil à l'OPAT demeurant à Lomé-Tokoin (Super Taco), suivant réquisition du 18 février 1987, n° 12930.

Le mercredi 9 novembre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Bassar, Préfecture de Bassar, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 1 ha 01 a 64 ca, et borné au nord, à l'est et à l'ouest par la collectivité Atakpa, au sud par une rue ; dont l'immatriculation a été demandée par Ogamo Bagnah, Administrateur Civil à l'OPAT, demeurant à Lomé, quartier Super Taco, suivant réquisition du 10 mars 1987, n° 12968.

Le jeudi 17 novembre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dapaong, Préfecture de Tône, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 16 a, connu sous le nom de Nassablé et borné au nord, au sud et à l'ouest par la collectivité Yentcharé, à l'est par la route de Siborototi ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ogamo Bagnah, Administrateur Civil à l'OPAT, demeurant à Lomé, quartier Super Taco, suivant réquisition du 10 mars 1987, n° 12969.

Le mardi 18 octobre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, Préfecture du Zio, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 23 ha 96 a 50 ca, connu sous le nom de Towuidzi et borné au nord par la propriété Seklé, au sud par les propriétés Dotsavi et Kumodzi Zongondon, à l'est par la rivière Kolo et à l'ouest par les propriétés Seklé et Kodjokpoé ; dont l'immatriculation a été demandée par Barnabo Nangbog, Fondateur de pouvoirs de Banque, demeurant à Lomé-Tokoin, suivant réquisition du 1er avril 1987, n° 13004.

Le jeudi 17 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dapaong, Préfecture de Tône, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 a 97 ca, connu sous le nom de Nassablé et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par les lots n°s 75 et 76, à l'est par les lots n°s 70 et 71, à l'ouest par le lot n° 67 ; dont l'immatriculation a été demandée par El Hadj Sambo Ismaïla, Commerçant demeurant à Dapaong, suivant réquisition du 30 avril 1987, n° 13046.

Le jeudi 10 novembre 1988 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 8 a 65 ca, connu sous le nom de Dapaong et borné au nord par le nouveau Boulevard Circulaire, au sud et à l'ouest par la propriété Egbohou Passima et à l'est par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par El Hadj Alabani Kéziré, Odontologiste, demeurant à Atakpamé (C.H.R.), suivant réquisition du 12 mai 1987, n° 13062.

Le jeudi 10 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Commune de Kara, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 9 a 96 ca, connu sous le nom de Dongoyo et borné au nord, au sud et à l'ouest par des rues en projet, à l'est par le lot n° 2 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Awesso M. Pallé, Architecte à la Direction générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 1er juin 1987, n° 13080.

Le mardi 8 novembre 1988 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 12 a 50 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord par une rue non dénommée, au sud et à l'ouest par la collectivité de Pangalam, à l'est par le ruisseau Boloïbo ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Darou-Salim Zakari, Agent de Banque B.T.D., demeurant à Lomé-Tokoin Gbonvié, suivant réquisition du 3 juillet 1987, n° 13116.

Le jeudi 1er décembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 23 a 99 ca, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord, au sud et à l'est par des rues non dénommées, à l'ouest par la propriété Gnassounou M. C. Sénam, dont l'immatriculation a été demandée par M. Apeti Komlavi, Architecte, demeurant à Lomé, Boulevard Jean Paul II, suivant réquisition du 22 juillet 1987, n° 13152.

Le jeudi 1er décembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 24 a 03 ca, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord et au sud par des rues non dénommées, à l'est par la propriété Apeti Kolanvi et à l'ouest par les lots n°s 536 et 544 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Gnassounou M. C. Senam, Inspecteur Central du Trésor, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 22 juillet 1987, n° 13153.

Le vendredi 2 décembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord par le lot n° 498, au sud par le lot n° 502, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 499 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Nuworzan Komlan (Théodore), propriétaire, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 22 juillet 1987, n° 13154.

Le vendredi 25 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin-Ouest, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 a 69 ca et borné au nord et à l'est par les parcelles A et C, au sud par la route circulaire Tokoin Hôpital et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Kueviakoé Ayoko, épouse Norman, Commerçante, demeurant à Lomé Tokoin Ouest (face REGAL), suivant réquisition du 4 août 1987, n° 13176.

Le jeudi 20 octobre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 8 a 90 ca, connu sous le nom de N'kafu et borné au nord par le lot n° 25, au sud par la route de Hédzranawoè, à l'est par la rue de la Mission Baptiste, à l'ouest par le lot n° 37 et la collectivité Botto ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Adadé Ayessou, Inspecteur du Cadastre à la DCNC à Lomé-Nyékouakpoè, mandataire de M. Akoété Wilson, Fonctionnaire en retraite à Lomé suivant réquisition du 26 août 1987, n° 13200.

Le mardi 29 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 14 a 58 ca, connu sous le nom de Fiovi et borné au nord et au sud par les lots n°s 353 et 356, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Nougou Djossou et Mme, née Kolarikova Eva, Ingénieurs au ministère de l'Industrie et des Sociétés d'Etat, demeurant ensemble à Lomé, suivant réquisition du 1er septembre 1987, n° 13213.

Le jeudi 29 décembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 a 10 ca, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord et à l'est par des rues non dénommées, au sud par le T.F. n° 5132 R.T. et à l'ouest par le lot n° 498 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Attivi Adakou, Commerçante, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 3 septembre 1987, n° 13218.

Le mardi 15 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 25 ca, connu sous le nom de Tomdè et borné au nord par une rue non dénommée, au sud et à l'ouest par la station et à l'est par la propriété Bilabina Mamah ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Akou-Edi Djoua, Etudiant des .TP., demeurant à Lomé, suivant réquisition du 22 septembre 1987, n° 13244.

Le jeudi 19 janvier 1989 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akoda-Plage, Préfecture des Lacs, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 67 a 16 ca, et borné au nord par Aniglo Ben et les héritiers Dokowa Messan, au sud par la nouvelle route nationale n° 2, à l'est par Akué Adovi Adoté et à l'ouest par la propriété Dédé ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ekué Adama, Ingénieur des Mines à l'OTP, demeurant à Kpémé, suivant réquisition du 1er octobre 1987, n° 13254.

Le jeudi 1er décembre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agoè-Nyivé, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 95 ca, connu sous le nom de Humbi et borné au nord par le lot n° 76, au sud par le lot n° 80, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par le lot n° 78 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Djenè Fouya Seme-nya, épouse Addeh, Commerçante, demeurant à Lomé-N'kafu, suivant réquisition du 13 octobre 1987, n° 13269.

Le jeudi 10 novembre 1988 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Commune de Kara, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 13 a 10 ca, connu sous le nom de Dongoyo et borné au nord et à l'est par les lots n°s 4 et 10, au sud par la rue Batascome prolongée et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, Géomètre Cartographe à Lomé, 26 Rue Aniko Palako, mandataire de M. Tchelim Tchekpi Tchelim Pitching, Directeur de Cabinet au Ministère de l'Intérieur à Lomé, suivant réquisition du 19 octobre 1987, n° 13277.

Le mercredi 19 octobre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 99 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord et à l'est par les lots n°s 472 et 471, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme veuve Koffi Tessio Povi, née Locoh, Institutrice, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 28 octobre 1987, n° 13288.

Le mercredi 19 octobre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a 81 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 1772, au sud par le lot n° 1770, à l'est par le lot n° 1782 et à l'ouest par une rue non dénommée ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Lawson Laté Dovi, Géomètre Cartographe à Lomé, 26 Rue Aniko Palako, Mandataire de M. Seddoh Kwassivi (Théophile), Interprète à Adrao, demeurant à Monrovia, suivant réquisition du 11 novembre 1987, n° 13297.

Le mercredi 30 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a 12 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 92, au sud par le n° 91 (a), à l'est par le lot n° 100 et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Dhossa Acclombessi, Commerçant demeurant à Lomé, suivant réquisition du 18 novembre 1987, n° 13309.

Le lundi 07 novembre 1988 à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 7 a 48 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord par la propriété Bianou Akawobu, au sud et à l'est par des rues non dénommées et à l'ouest par la collectivité de Pangalam ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Assima-Kpatcha Tihou (Jean), fonctionnaire au garage central administratif, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 27 novembre 1987, n° 13324.

Le lundi 14 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kara, Préfecture de la Kozah, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 27 a 93 ca, connu sous le nom de Chaminade et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par la propriété Tchakan (Paul), à l'est par la route de Lama et à l'ouest par la propriété Assih ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Assima-Kpatcha Tihou (Jean), fonctionnaire au garage central administratif, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 27 novembre 1987, n° 13325.

Le mercredi 23 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, Préfecture du Golfe, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 41 a 12 ca et borné au nord par les lots n° 21 et 22, au sud, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Edoth Ananou Anoumou, docteur en médecine, demeurant à Lomé - Tokoin Doumassesse, suivant réquisition du 8 décembre 1987, n° 13352.

Le vendredi 27 janvier 1989 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aflao, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 11 a 90 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord par les lots n° 309 et 310, au sud par une rue non dénommée, à l'est par le lot n° 303 et à l'ouest par le lot n° 300 ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Yamba Komlan, agent de police à la sûreté nationale demeurant à Lomé, suivant réquisition du 10 décembre 1987, n° 13358.

Le mardi 08 novembre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Sokodé, Préfecture de Tchoudjo, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 7 a 36 ca, connu sous le nom de Pangalam et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par la collectivité de Pangalam ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Amadotey-Agbeto Kossi Amah, entrepreneur, demeurant à Lomé-Nyékonakpè, 97 Rue des Palmiers, suivant réquisition du 14 décembre 1987, n° 13366.

Le mardi 18 octobre 1988 à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a 43 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par le lot n° 1090, à l'est par le lot n° 1100 et à l'ouest par le lot n° 1098 ; dont l'immatriculation a été demandée par Mme Heekpo Adjovi, née Adalbert, revendeuse au Grand Marché, demeurant à Lomé, suivant réquisition du 4 janvier 1988, n° 13389.

Le mardi 18 novembre 1988 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un parallélogramme, d'une contenance de 6 a 00 ca, connu sous le nom de Hédzranawoè et borné au nord par le lot n° 524, au sud par les lots n° 521 et 522, à l'est par le lot n° 530 et à l'ouest par une rue en projet ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Akwei Adoté Kwaku, agent d'Air Afrique à l'aéroport, demeurant à Lomé-Bè Pa de Souza, suivant réquisition du 18 janvier 1988, n° 13411.

Le jeudi 24 novembre 1988 à 7 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Commune de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 5 a 99 ca, connu sous le nom d'Agbalépédogan et borné au nord et à l'ouest par les lots n° 19 et 10, au sud et à l'est par des rues non dénommées ; dont l'immatriculation a été demandée par M. Ayetan Kossi, transporteur, demeurant à Lomé-Klikamé, suivant réquisition du 18 février 1988, n° 13480.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
Tètè WILSON BAHUN



**AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS**

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 1 629 TT, appartenant à Mme Adotévi-Akué Adovi, née Homawoo.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte des copies des Titres fonciers n° 9 607 RT et 9 610 RT, appartenant à collectivité Nayo Bruce, représentée par Monsieur E. G. Kodjo Bruce, demeurant à Lomé.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 4 376 RT, appartenant à M. Ayayi Adjangba, comptable, demeurant à Lomé.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 6 846 RT, appartenant à M. Kossi T. Gbemu, cultivateur, demeurant à Adjakpo (Tsévié).

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 9 676 de la République togolaise au nom de Madame Maleaux, épouse de M. Sanvee.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 10 116 de la République togolaise au nom de M. Kwassi Akoli William.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 8 985 RT, volume XLVI, folio 48, appartenant à Segbefia Francisca, née Tagayi, sage-femme, demeurant à Lomé.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 449 de Lomé, volume III, folio 47, appartenant à M. Apaloo Afola Koffi.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre Foncier n° 449 de Lomé Volume III folio 47 appartenant à M. Apaloo Afola Koffi.

*(Pour deuxième insertion)*

Avis est donné au public de la perte de la copie du Titre foncier n° 13 948 RT, vol. LXX, folio 199, appartenant à

nant à Mme Adama Mawuéna Kossiwa, couturière au C H V, demeurant à Lomé-Tokoin Abovey.

*(Pour deuxième insertion)*

*Avis de perte de Certificat d'Inscription  
sur Titre Foncier*

Avis est donné au public de la perte du Certificat d'inscription de F CFA deux cent millions (200 000 000), délivré le 14 juin 1968 sur le Titre foncier n° 6 446, volume XXXIII, folio 112, appartenant à « La Société Industrie Textile Togolaise S.A. », installée à Dadja, Circonscription administrative d'Atakpamé.

*(Pour deuxième insertion)*

**RECEPISSE DE DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS**

*RECEPISSE de déclaration d'Association n° 785/INT/  
SG/APA/PC du 5 août 1988.*

*Titre de l'Association : Eglise Luthérienne au Togo*

*Siège : Dapaong, B. P. 53.*

*Buts : L'Eglise Luthérienne au Togo a pour objectif principal la sauvegarde de la vraie Foi : Ephésiens 4 : 3-6, 1 Corinthiens 1 : 10, et la formation de disciples rendant témoignage à Jésus-Christ par la prédication de l'Evangile et l'administration des Sacrements.*

*L'Eglise Luthérienne poursuit également la réalisation de l'Homme entier et la satisfaction de ses besoins physiques ; à cet effet :*

*Elle établit et applique un programme de santé villageoise et d'éducation sanitaire conformément aux prévisions nationales togolaises, afin que chaque personne puisse avoir accès aux soins nécessaires à son bien-être et accéder aux moyens modernes de préservation de sa santé.*

*Elle établit et applique un programme agricole permettant à chacun d'accéder à la technologie moderne de production, d'augmenter ainsi le niveau de sa production agricole et préserver les meilleures sources d'eau.*

*L'Eglise Luthérienne saisira l'occasion de l'assistance ci-dessus indiquée pour réaliser son objectif principal, savoir que l'Homme croit en Jésus-Christ et le confesse comme Seigneur et Sauveur. A cette fin des Paroisses seront établies pour permettre à chaque personne d'avoir accès à la Parole de Dieu et aux Sacrements par lesquels l'Homme s'assure la Foi salvatrice en Jésus-Christ, le Sauveur du Monde.*

*Pièces annexées : — Statuts*

*— Liste des membres du  
bureau-directeur.*



